



Communiqué de presse – 5 octobre 2023 | Pour diffusion immédiate

LE RAPPORT DU PARLEMENT EUROPÉEN SUR LA MISE À JOUR DES RÈGLES EN MATIÈRE D'EAUX USÉES REÇOIT UNE RÉACTION MITIGÉE DE LA PART DES ONG ENVIRONNEMENTALES

Aujourd'hui, le Parlement européen a approuvé de nouvelles normes pour la gestion et le traitement des eaux usées. Bien que Surfrider Foundation Europe et le Bureau Européen de l'environnement (BEE) se félicitent du soutien général du Parlement européen à la mise à jour des règles de traitement des eaux usées en Europe, des inquiétudes subsistent car les députés européens ont choisi d'édulcorer certaines dispositions clés de la directive.

Aujourd'hui, une grande majorité de députés européens (420 sur 566) de tous les groupes politiques ont voté en faveur de la position de la commission de l'environnement visant à réviser la directive sur le traitement des eaux résiduelles urbaines (DERU, traduite par UWWTD), vieille de 30 ans. Le résultat de cette décision au Parlement a suscité des sentiments très mitigés parmi les organisations de la société civile environnementale de l'UE, car les principales menaces pesant sur les écosystèmes aquatiques et la santé humaine ne sont toujours pas prises en compte de manière adéquate.

Suite au vote de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire (ENVI) du Parlement européen qui a eu lieu il y a deux semaines, le Parlement européen a confirmé la nécessité de lutter contre la pollution de l'eau et d'améliorer les normes de gestion des eaux usées en Europe. Surfrider Europe et le BEE soutiennent plusieurs des amendements proposés par le Parlement, notamment ceux visant à mieux lutter contre l'eutrophisation et à améliorer la surveillance des polluants entrant et sortant des stations d'épuration. L'accent mis sur des groupes spécifiques de substances comme les PFAS est également un ajout bienvenu. Toutefois, si ces avancées vont dans le bon sens, certaines dispositions clés du texte restent très préoccupantes.

Les ONG regrettent les nombreuses occasions manquées d'assurer la pérennité de la directive

Au lieu de renforcer la proposition de la Commission et de poursuivre des ambitions plus élevées pour parvenir à un environnement exempt de substances toxiques, plusieurs des amendements adoptés aujourd'hui risquent d'affaiblir la portée de la directive.

Les dispositions relatives au traitement de la pollution chimique dans les eaux urbaines résiduaires ont été sérieusement remises en cause après le vote. Nous sommes profondément préoccupés par le fait que les députés européens ont considérablement affaibli les normes déterminant quelles usines devraient être mises à niveau pour éliminer les micropolluants. La dilution du mécanisme de responsabilité élargie des producteurs (REP) initialement proposé par la Commission européenne est également une grande déception. Cet instrument est essentiel à l'application du principe du pollueur-payeur. Bien que nous soutenions l'initiative du Parlement d'étendre le champ des secteurs couverts par la REP à l'avenir, la série d'exemptions ajoutées dans les amendements ainsi que la proposition d'allocation d'une partie des coûts de mise à niveau au financement national compromettront sérieusement sa mise en œuvre.

Enfin, les risques posés par les déversoirs d'orage restent insuffisamment pris en compte. Même si les députés ont approuvé la mise en place de plans de gestion intégrée des eaux urbaines résiduaires, exigeant des agglomérations qu'elles gèrent mieux les eaux urbaines résiduaires afin de prévenir les déversements d'eaux usées causés par la pluie, nous sommes préoccupés par leur proposition d'ouvrir la possibilité aux États membres d'adopter des objectifs plus souples pour limiter les débordements, ainsi que par le manque de transparence des plans.

Lucille Labayle, Responsable de la politique de la qualité de l'eau et de la santé, Surfrider Foundation Europe, a déclaré : "Les normes relatives à la collecte et au traitement des eaux usées en Europe datent de plus de 30 ans et négligent certaines sources essentielles de pollution qui constituent une menace pour l'environnement et la santé humaine. En ce sens, le vote d'aujourd'hui est une révision bienvenue de la directive, et nous saluons les efforts des députés européens pour poursuivre le processus de révision. Cependant, nous restons avec un sentiment doux-amer. Le Parlement a manqué l'occasion de rehausser les ambitions du texte afin d'accélérer notre transition vers la réalisation de la vision de l'UE en matière de pollution zéro à l'horizon 2050".

Sara Johansson, Responsable juridique Senior pour la prévention de la pollution de l'eau au Bureau Européen de l'environnement a déclaré : Nous nous réjouissons que le Parlement européen ait adopté sa position sur les règles de l'UE en matière de gestion et de traitement des eaux usées, mais nous regrettons l'affaiblissement des dispositions relatives à l'élimination

des micropolluants. Nous aurions également attendu du Parlement qu'il s'acquitte de son devoir d'appliquer le principe du pollueur-payeur au lieu d'introduire de nouvelles exemptions à la "responsabilité élargie du producteur" proposée et indispensable.

Quelques raisons de se réjouir au milieu de la déception

L'un des points forts de ce processus de révision est l'introduction de dispositions visant à réduire la pollution par les biomédias. Les ONG se félicitent tout particulièrement du soutien apporté par le Parlement européen aux amendements relatifs à la prévention et à la surveillance des biomédias afin d'éviter qu'ils ne se déversent dans l'environnement. Les députés ont introduit un ensemble solide de mesures complémentaires qui devraient permettre d'appliquer et de contrôler avec succès cette source de pollution plastique chronique et diffuse.

Lucie Padovani, responsable de la politique relative aux déchets marins à Surfrider Foundation Europe, a déclaré : "Les pertes de biomédias causées par les stations d'épuration des eaux usées sont encore un problème largement négligé, malgré les cas catastrophiques survenus dans toute l'Europe qui prouvent l'impact de cette pollution plastique et chimique sur l'environnement marin. C'est pourquoi nous nous félicitons des étapes importantes franchies dans la lutte contre cette pollution par le biais de la législation de l'UE et de l'approbation par le Parlement européen de nouvelles mesures préventives".

Suite à l'adoption de la position du Parlement européen aujourd'hui, Surfrider Europe et le BEE appellent maintenant les États membres à maintenir l'ambition de leur accord sur le dossier. Nous espérons que les discussions au sein du Conseil et lors du prochain trilogue permettront de s'assurer que la directive révisée est adaptée à la protection de l'environnement et de la santé humaine, et qu'elle soutiendra ainsi les objectifs du Green Deal européen.

FIN

Notes aux rédacteurs

Réaction commune des ONG au vote de la commission ENVI [ici](#)

Le 16 octobre, le Conseil devrait se mettre d'accord sur son approche générale de l'UWWTD. Les négociations interinstitutionnelles pourront alors commencer.

À propos de Surfrider Foundation Europe

Surfrider Foundation est un groupe d'activistes positifs qui agissent concrètement sur le terrain chaque jour pour transmettre aux générations futures un océan préservé. Notre mission : faire entendre haut et fort la voix de l'océan ! Nos armes ? Sensibiliser et mobiliser les citoyens, enfants et

adultes (grâce notamment à 48 antennes bénévoles dans toute l'Europe), utiliser notre expertise scientifique pour faire pression et transformer les entreprises. Pour en savoir plus sur l'association : <https://surfrider.eu/>

À propos du Bureau Européen de l'environnement

Le Bureau européen de l'environnement est le plus grand réseau d'organisations environnementales de citoyens en Europe. Il compte actuellement plus de 180 organisations membres dans 40 pays, dont un nombre croissant de réseaux, et représente quelque 30 millions de membres individuels et de sympathisants. Nous défendons des politiques progressistes visant à créer un meilleur environnement dans l'Union européenne et au-delà. Pour en savoir plus sur l'association <https://eeb.org/about/>

CONTACT SURFRIDER FOUNDATION EUROPE :

Lionel Cheylus | Medias Relations Officer | +33 6 08 10 58 02 | lcheylys@surfrider.eu



La campagne "Healthy Water" de Surfrider Foundation Europe est soutenue par le programme LIFE créé par la Commission européenne. Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une approbation de son contenu, qui n'engage que ses auteurs, et la Commission ne peut être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'elle contient.